

OECD/OCDE, *International Investment and Multinational Enterprises. Review of the 1976 Declaration and Decisions*, Paris, 1979, 67 p.

Raymond Hudon

Volume 11, numéro 4, 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701125ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701125ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hudon, R. (1980). Compte rendu de [OECD/OCDE, *International Investment and Multinational Enterprises. Review of the 1976 Declaration and Decisions*, Paris, 1979, 67 p.] *Études internationales*, 11(4), 764–766.
<https://doi.org/10.7202/701125ar>

Richard Freeman cherche à mesurer la perte d'emplois aux États-Unis résultant de l'investissement américain à l'étranger: ils concluent qu'il y a peu de pertes d'emplois surtout à long terme. Quant au texte de George F. Kopits il examine, à partir de simulations l'effet sur l'investissement étranger de divers changements dans le régime fiscal américain.

Avant de conclure il me semble approprié de noter la qualité des commentaires et en particulier de ceux de Peggy B. Musgrave et Eli F. Noam. Leur lecture est très utile à la compréhension des problèmes discutés dans chacun des dix textes de l'ouvrage.

En conclusion il s'agit d'un recueil de textes d'actualité qui nous semble faire un tour intéressant de la question et qui peut servir à la fois d'introduction au problème et de base à des discussions plus avancées. De fait, à sa lecture une question surgit. Y aurait-il intérêt à faire de même au Canada.

François VAILLANCOURT

*Département de sciences économiques
Université de Montréal*

OECD/OCDE, *International Investment and Multinational Enterprises. Review of the 1976 Declaration and Decisions*, Paris, 1979, 67 p.

Se prêtant beaucoup mieux au commentaire qu'au simple compte-rendu, *International Investment and Multinational Enterprises* (aussi disponible en version française) pré-suppose, comme son sous-titre l'indique, des références nécessaires à des documents antérieurement diffusés par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Il était en effet convenu dès 1976 de réexaminer les questions se rattachant à la Déclaration des gouvernements des pays membres et des Décisions du Conseil de l'OCDE « dans un délai de trois ans, en vue de rendre plus efficace la coopération économique internationale entre pays Membres dans les domaines relatifs à l'investissement international et aux entreprises multinationales » (article V de la Déclaration). Le processus de réexamen conduisit en fin de compte les ministres repré-

sentant les pays membres à tirer la conclusion suivante: « They noted with satisfaction that the three related instruments approved in 1976, dealing respectively with guidelines for multinational enterprises, national treatment for enterprises under foreign control and with incentives and disincentives for investment, have demonstrated their effectiveness as a framework for strengthened international co-operation in matters related to international investment and multinational enterprises not only for the Member governments but also for the business community and the labour organizations. » (p. 7) Conséquemment, une adhésion renouvelée à la Déclaration de 1976 leur apparut tout à fait logique.

Bien que fort peu probable, toute méprise sur les intentions de la Déclaration et des Décisions mérite d'être immédiatement dissipée. L'avant-propos au document de 1976 clarifie on ne peut mieux les objectifs poursuivis. « Ces textes (Déclaration et Décisions) visent à améliorer le climat de l'investissement international par le biais d'engagements pris conjointement par les Gouvernements des pays Membres, qui devraient accroître la confiance entre les entreprises multinationales et les États, ils visent aussi à favoriser la contribution positive que les entreprises multinationales peuvent apporter au progrès économique et social et à réduire au minimum ou à résoudre les difficultés pouvant résulter de leurs activités, par l'établissement de principes directeurs arrêtés d'un commun accord au plan international et par des procédures intergouvernementales de consultation et de réexamen. »

Pourrait-on véritablement s'attendre à une attitude moins empreinte de collaboration empreinte de la part d'un groupe de pays qui, pour la plupart, occupent une position moins subordonnée que dominante dans le système du capitalisme mondial? À tout le moins, point n'est-il besoin d'avoir sondé les reins et les coeurs de chacun des participants pour saisir la signification de la non participation de la Turquie à la Déclaration et de son abstention des Décisions de 1976! Hormis ce cas exceptionnel et peut-être quelques autres additionnels au sujet desquels l'évidence est moins éclatante, traiter avec les entreprises multinationales équivaut en définitive, pour la vaste

majorité des pays membres de l'OCDE, à traiter avec les plus importants de leurs propres « citoyens corporatifs » et leurs congénères d'autres nationalités.

La prise en compte de ce dernier élément a l'avantage indéniable de rendre à peu près superflue toute ratiocination sur le sens et la portée de la Déclaration et des Décisions de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales. D'ailleurs, se limiter à rapporter quelques constatations et propositions découlant du réexamen de 1979 constitue déjà, en soi, un exercice fortement révélateur.

Compte tenu des visées de coopération-collaboration qui orientent la Déclaration et les Décisions de 1976, il n'apparaît pas accidentel que, en évaluant le suivi donné aux articles du chapitre « Emploi et relations professionnelles » des Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales, l'on note : « To date, this is the chapter of the Guidelines to which the Committee (le Comité de l'investissement international et des entreprises multinationales) has devoted most time. This fact is a reflection of the importance and complexity of the subject matter covered by the Employment and Industrial Relations Guidelines and of the wishes of some governments and trade unions (represented by TUAC) to seek further clarification of the precise scope and intent of these Guidelines. » (p. 35)

L'étendue et les intentions des principes directeurs se ramènent, tout compte fait, à la recherche de voies fructueuses de collaboration entre les multinationales et les gouvernements sur le territoire desquels elles opèrent. Ainsi au chapitre des « Principes généraux », on formule le vœu que les entreprises tiennent « pleinement compte des objectifs fixés de politique générale des pays Membres dans lesquels elles opèrent » (article 1), plus spécialement en ce qui touche les « objectifs et priorités de ces pays en matière de progrès économique et social » (article 2). Ces entreprises sont de plus invitées à « favoriser l'établissement d'une coopération étroite avec la communauté et les milieux d'affaires locaux » (article 4) et à « s'abstenir de toute

ingérence induite dans les activités politiques locales » (article 9). En somme, les entreprises sont incitées à se fondre dans la société d'accueil et à se comporter en « bons citoyens » à la fois en ce qui touche leurs règles de financement, l'acquittement de leurs obligations fiscales, leurs pratiques en matière de relation de travail, leurs apports scientifiques et technologiques, leurs pratiques en rapport avec la concurrence, et la divulgation des informations concernant leurs opérations.

Sur ce dernier point, la marge de manœuvre demeure tout de même assez large si les entreprises tiennent compte, comme le texte des principes directeurs l'explique, « de leur nature, de leur taille relative dans le contexte économique de leurs opérations, des exigences du secret des affaires ainsi que des frais ». Une incitation ainsi qualifiée explique sans doute les particularités de l'expérience des trois premières années. « On the basis of information available to the Committee, it can be seen that progress has been achieved by a number of large companies whose annual or other published reports reflect all or most of the disclosure standards of the Guidelines. However, the observance of disclosure standards to date appears to be considerably less widespread among the medium and smaller sized MNEs, which may be due to their relative size in the economic context of their operations and to cost. » (p. 32)

L'appel à la transparence lancé aux multinationales a cependant sa contrepartie pour les gouvernements eux-mêmes. Elle est spécialement importante pour la question du traitement national (article II de la Déclaration de 1976) et celle des stimulants et obstacles à l'investissement international (article III de la même Déclaration). Concernant les mesures rattachées à ce dernier point, le paragraphe 3 stipule clairement « que les pays Membres s'efforceront de rendre ces mesures aussi transparentes que possible, de façon que leur importance et leur objet puissent être facilement déterminés et que des informations à leur sujet puissent être facilement obtenues ». Des pays membres ont signalé qu'ils auraient pu, pour certains cas, faire appel aux mécanismes de consultation mis en place pour la discussion de problèmes liés aux stimulants et obstacles à

l'investissement international, mais aucun n'en usa pratiquement. Ce qui incite le Comité responsable de l'OCDE à suggérer une utilisation plus accentuée de contacts multilatéraux. « It may well be that bilateral channels will remain the preference of Member countries to resolve conflicts which may arise in the area of international investment incentives and disincentives. But the Committee, nevertheless, takes the view that the alternative of recourse to a multilateral procedure, as was intended in 1976, is a valuable one and should be maintained. » (p. 57) Pour l'OCDE, en effet, il apparaît bien que si l'application de la Déclaration et des Décisions de 1976 peut être efficacement assurée d'abord au niveau national, l'esprit et les orientations de ces Déclaration et Décisions ne peuvent être pleinement sauvegardés que par le biais de consultations intergouvernementales multilatérales au niveau international.

Tout en spécifiant que « la Déclaration ne concerne pas le droit de tout pays Membre de réglementer l'admission des investissements étrangers ou les conditions d'établissement des entreprises étrangères » (par. 4), l'article II de la Déclaration de 1976 vise à ce que les pays de l'OCDE accordent « aux entreprises opérant sur leur territoire et qui appartiennent à, ou sont contrôlées directement ou indirectement par des ressortissants d'un autre pays membre (appelés [sic] ci-dessous 'entreprises sous contrôle étranger'), un régime résultant de leurs lois, réglementations et pratiques administratives (appelé ci-dessous 'traitement national') qui, en harmonie avec le droit international, ne sera pas moins favorable que celui dont bénéficient dans les mêmes circonstances les entreprises nationales ». (par. 1) Précisant encore que l'application des règles liées au traitement national s'appliquait aux nouveaux investissements des entreprises sous contrôle étranger *déjà établies*, le Comité de l'investissement international et des entreprises multinationales esquisse une conclusion de l'information fournie par les gouvernements des pays membres. « On the basis of the existing notifications and the work of the Committee to date, it appears that while some important exceptions exist, a generally favourable attitude towards foreign investment and equitable

treatment of foreign-controlled enterprises seems to be prevailing in the OECD area. » (p. 52) On pourrait d'ailleurs, pour obtenir des informations plus détaillées, consulter avec profit *Le traitement national des entreprises sous contrôle étranger établies dans les pays de l'OCDE*, publié en 1978.

Pour finalement saisir l'entière portée du chapitre sur le traitement national, il importe encore de se référer au *Code de la libération des mouvements de capitaux* (1978) auquel, il faut le signaler, seul le Canada n'a pas adhéré comme pays membre. Ces deux questions sont, selon le Comité même, pratiquement indissociables. « They form part of a generally liberal approach towards international investment which the Organization has followed since its inception. The International Investment Incentives and Disincentives instruments are another element of this overall approach. » (p. 45)

Tous devraient à ce point être bien fixés sur les sujets abordés dans *International Investment and Multinational Enterprises* et sur l'orientation qui sous-tend leur traitement. Ce document et ceux qui y sont reliés se révèlent particulièrement riches en enseignements sur la perception qu'ont les gouvernements des pays industrialisés de leur mode d'insertion dans le système capitaliste mondial et, conséquemment, de leurs rapports avec des agents qui incarnent visiblement des aspects de ce système, les multinationales. Il est ainsi loisible de constater que l'on prend au minimum ses distances vis-à-vis de tout nationalisme que supposerait le conflit irréductible que bon nombre ont cru voir ou ont voulu percevoir dans la période récente à travers les rapports entre les multinationales et les États-nations. À tout événement, la Déclaration et les Décisions de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales et leur réexamen permettent plutôt de conclure que l'existence de telles tensions est souvent plus présumée que réelle.

Raymond HUDON

Département de science politique
Université Laval